



Chronique N° 5 du 29 mars 2011

Une mise au point sur le nucléaire.

J'avais trouvé déplacées voire indécentes certaines réactions médiatisées très opportunistes juste après la première explosion dans la centrale de Fukushima au Japon : "il faut sortir du nucléaire", "vous voyez bien que c'est trop dangereux", etc. Ces questionnements sur le nucléaire seront nécessaires, dans le cadre plus large de notre rapport avec les énergies : les choix techniques à faire, les évolutions comportementales voire culturelles à envisager. Mais pour l'heure pensons d'abord au sort de ceux qui n'ont plus rien, aux milliers de morts et réfléchissons aux moyens d'aider ce peuple déjà durement touché par une catastrophe naturelle et qui le sera peut-être encore plus par une catastrophe technologique.

Et puis une dernière déclaration me pousse à réagir : Madame la Ministre de l'Ecologie annonce à l'Assemblée Nationale : "la France va contrôler la sûreté de toutes les centrales nucléaires". Comment ! Ce serait nécessaire ? Cela n'est-il pas fait régulièrement ? Si l'objectif de cette déclaration était de rassurer c'est raté, elle serait plutôt inquiétante.

Je vous livre donc quelques réflexions et avis personnels.

Je tente de trouver des points positifs au nucléaire :

- Une certaine indépendance énergétique ? Oui ce fut vrai, mais les ressources en combustibles ne sont pas illimitées et la bataille pour s'approprier les mines est commencée.
- Moins de gaz carbonique, de résidus de combustion dans l'atmosphère que les centrales thermiques au charbon, au pétrole ou au gaz. Oui mais le traitement des déchets n'est pas résolu et il faudra faire confiance à la mémoire collective pour sécuriser les générations futures : ce n'est pas gagné. Et pour nous, il faudra surveiller de près les émissions de tritium et leur réelle nocivité.
- Une certaine avance technologique ? C'est de moins en moins évident. Nos décideurs et chercheurs font-ils les bons choix ? L'EPR (Evolutionary Power Reactor) présenté comme LA solution est loin d'être au point.

Je ne vois rien d'autre, je ne peux qu'espérer avoir oublié quelque chose.

Pour le négatif, je crois que le principal problème vient de l'argent. Et oui, nos apprentis sorciers veulent faire des économies à tout prix et cela entraîne des inconvénients dans beaucoup de domaines :

- 1 - Sur la conception et la résistance aux facteurs externes : sismologie, inondations, sécheresse et canicule, attaque terroriste, etc.

2 - Sur l'entretien.

3 - Sur la durée d'exploitation.

1 - La conception et la résistance aux facteurs externes

1.1 - La sismologie

Je vous joins la [carte pour Rhône Alpes des zones réglementaires de sismicité](#). Nous sommes en zone classée "modérée" basée sur l'historique des événements enregistrés par l'homme. Vous savez que la croûte terrestre bouge, les plaques tectoniques se rencontrent, se chevauchent, s'affrontent. Certes, dans nos régions les réactions sont moins violentes que sur la Ceinture de Feu du Pacifique passant par le Japon et les Etats-Unis. Cela n'a pas toujours été le cas. L'histoire humaine ne représente que quelques fractions de seconde sur l'année que représenterait le temps depuis la création de la terre. Les Alpes en sont une des conséquences, les volcans d'Auvergne sont éteints mais pas morts. Tout peut arriver : donc les références prises face aux risques sismiques devraient être beaucoup plus élevées qu'elles ne le sont. Bien sûr cela coûterait plus cher pour sécuriser les centrales.

1.2 - Les inondations

Une digue a été créée pour protéger la centrale de Saint-Alban / Saint-Maurice pour pallier en théorie aux effets d'une crue centennale voire millénaire : son efficacité sera testée lors d'une de ces crues, la nature n'a que faire des calculs théoriques. Mais si, comme cela est envisagé dans les risques locaux, le barrage de Voglans (sur l'Ain) cède : que se passerait-il ? Ce serait à peu près l'équivalent du Tsunami au Japon.

2 - L'entretien.

Par souci d'économie et peut-être de sécurité des employés, certaines tâches sont laissées à des entreprises extérieures employant du personnel pas forcément très spécialisé. Il serait temps de pallier à cela et d'utiliser un personnel habitué et surtout ayant la mémoire de la technologie et de l'historique de chaque site.

3 - La durée d'exploitation.

On parle de prolonger la durée de vie des centrales à 40 ans voire 50 ans. Elles n'étaient pas faites pour cela. Plusieurs inconvénients : la technologie évolue et des composants de 30 ou 40 ans d'âge ne seront peut-être même plus fabriqués. La génération des employés connaissant les sites depuis leur création aura peut être disparue. Le cœur du réacteur et l'enceinte sont soumis à d'intenses radiations et des anomalies anodines peuvent devenir graves à long terme.

On se rend compte que démanteler une centrale coûte une fortune, reconstruire une centrale coûte aussi une fortune. L'énorme quantité de déchets produits doit être gérée : on vient de décider la création d'une plate-forme de stockage "provisoire" de déchets à côté de la centrale du Bugey : cela dure combien de temps le "provisoire" ? Et le Rhône n'est pas loin. Prions tous ensemble pour rien ne passe dans la nappe et les eaux du fleuve.

Bon, c'est bien beau tout ça, mais maintenant on fait quoi ? Les 58 réacteurs sont là. Nous tous, contribuables, les avons payés (comme les autoroutes que l'on a cédées à vil prix à de grosses

entreprises qui emploient des "optimiseurs fiscaux"). Je ne suis pas un spécialiste, mais il suffit d'un peu de bon sens pour donner quelques pistes :

- Qu'EDF arrête de vouloir bouffer la concurrence en l'achetant à prix d'or ([voir la chronique N° 4](#)) et que cet argent serve à arrêter ces économies dangereuses pour tous et pour les générations futures.
- Que l'on rende obligatoire, pour toute nouvelle construction dans un premier temps, l'installation d'unités d'énergie renouvelable conforme à la technologie actuelle (Photovoltaïque dans toute la France, Petit éolien pour les régions favorables comme la Vallée du Rhône par exemple, Géothermie, etc.).
- Que l'on alloue plus de moyens à la recherche.
- etc.

Il faut malheureusement des catastrophes pour faire bouger les choses. N'oublions jamais ces catastrophes et les erreurs passées, c'est notre éducation au futur.

Nous préparons une liste de questions à poser lors de la prochaine Commission Locale d'Information (CLI) de la centrale nucléaire de Saint-Alban / Saint-Maurice.

Le Président, Jean-Claude GIRARDIN

Sauvons Notre Futur – 17 rue du Stade – 38550 SABLONS
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 – N° 0383002846

☎ 04 74 79 34 04 – ✉ sauvons-notre-futur@orange.fr

<http://www.sauvons-notre-futur.com>

Logo SNF réalisé en 2010 par les enfants du cours de dessin de Sablons (Isère)